Non aux enfants dans la rue !
Non à la suppression des places d'hébergement d'urgence !

Depuis des années RESF45 et des associations du Loiret ont dénoncé des situations de refus d'hébergements qui restaient jusque là « accidentelles » ; en contactant la presse locale, en organisant des mobilisations, nous avons pu obtenir gain de cause. Mais aujourd'hui nous sommes confrontés à une systématisation de ces refus.

Toute la politique de la préfecture du Loiret consiste à jeter dans l'hébergement d'urgence (c'est à dire un lit pour la nuit) des populations qui avaient jusque là des solutions d'hébergement à long terme.
Ce sont des demandeurs d'asile, en début ou fin de procédure, ou des personnes en attente d'un titre de séjour, des familles entières désemparées qui ont besoin de temps pour accomplir leurs démarches administratives.

A ces familles viennent s'ajouter tous les sans domicile fixe et toutes les personnes avec ou sans enfants qui se retrouvent momentanément dans des situations d'extrême précarité.

La préfecture du Loiret a visiblement décidé de supprimer la quasi-totalité des moyens alloués à l'hébergement d'urgence : des centres d'accueil ont été fermés. **Il ne reste plus qu'une vingtaine de places pour 70 demandes d'hébergement en moyenne par nuit depuis le début de l'été !**

La Croix Rouge orléanaise qui a en charge la gestion de l'hébergement d'urgence sur l'agglomération orléanaise cautionne cette politique en acceptant sans réagir les conditions drastiques imposées par la préfecture et en laissant dans la rue des dizaines d'enfants toutes les nuits.
Vivre dans la rue ce n'est pas faire du camping ! C'est passer ses journées à errer avec ses balluchons, sans lieu ni pour manger, ni pour se laver, encore moins pour se poser. Le corps s'épuise, les nerfs sont à vif et la maladie gagne. Avec des enfants cela devient vite un enfer.

La préfecture du Loiret et la Croix Rouge orléanaise se conduisent de manière insupportable ! La perversion du système mis en place est une maltraitance quotidienne vis à vis de toutes les personnes sans logis. Il faut que cela cesse !

Nous demandons l'augmentation des moyens pour garantir l'hébergement de tous.

Nom Prénom	Localité	Signature